

Santé

Des médecins étrangers menacés de perdre leur poste à l'hôpital

La fin d'un dispositif d'embauche des médecins diplômés en dehors de l'Union Européenne pourrait mettre en danger des services hospitaliers déjà en tension.

« Sans eux, l'hôpital s'effondre » : menacés de perdre leur poste depuis la fin d'un dispositif d'embauche, les médecins exerçant en France mais diplômés en dehors de l'Union européenne (UE) sont « indispensables » et doivent être régularisés en urgence, implorent syndicats et chefs de service.

Urgentistes, psychiatres, gynécologues, généralistes... Depuis plus de vingt ans, la désertification médicale a conduit de nombreux établissements de santé en France à recruter des médecins en dehors de l'UE.

Ils sont entre 4 000 et 5 000 à travailler aujourd'hui en France, selon plusieurs syndicats. Leur nombre a grossi pendant l'épidémie de Covid-19, quand l'hôpital à bout de souffle cherchait des bras.

Mal rémunérés, employés en contrats courts renouvelables, ces « praticiens à diplôme hors UE » (Padhuc) assurent souvent les mêmes fonctions que des médecins seniors et peuvent espérer une « autorisation de plein exercice », via un concours sélectif baptisé EVC et après examen de leur dossier.

« Sans-papiers »

Pour les non-lauréats, un régime dérogatoire a longtemps permis aux hôpitaux de les embaucher, sous divers statuts précaires, rémunérés entre 1 500 et 2 200 euros mensuels. Mais ce régime, plusieurs fois prolongé, s'est éteint au 31 décembre.

Impossible désormais de renouveler ces contrats, à leur grand désarroi.



Entre 4 000 et 5 000 médecins étrangers travaillent en France aujourd'hui. Photo Sipa/Jacques Witt

« On nous a dit "si vous n'avez pas les EVC cette année, c'est fini". Mais il y a peu de places (2 700 postes ouverts pour 10 000 à 20 000 candidats, selon les sources) et on se bat contre des gens inscrits depuis l'étranger, qui ont un an pour se préparer. Moi je travaille 70 heures par semaine aux urgences », soupire sous couvert d'anonymat Mia, 38 ans, arrivée de Madagascar en 2020.

« Je vais devoir fermer les urgences partiellement »

« 2 000 médecins sont sur le carreau », certains désormais « sans-papiers », dénonce Halim Bensaidi, représentant de l'IPADECC, l'un des syndicats spécialisés dans leur défense. Une estimation partagée par les confédérations syndicales CGT et FO.

Dans certains territoires, « les services ne tournent presque qu'avec eux. Donc ils restent en poste dans l'illégalité, les directions n'ont pas le choix », explique Hocine Saal, chef des urgences de Montreuil (Seine-Saint-Denis). « Sans eux, le système s'effondre ».

Depuis une récente réforme,

l'affectation des postes des services est du ressort des services de l'Etat, et « pas du tout en adéquation avec nos besoins », déplore ce signataire, avec 220 médecins, d'une tribune publiée dans l'hebdomadaire *Le Point*.

« J'ai demandé dix postes, mais on m'en accorde la moitié, dont un seul urgentiste. Donc je ne pourrai pas remplir mes tableaux de garde. Je vais devoir fermer les urgences partiellement », se désole-t-il.

Aux urgences Delafontaine de Saint-Denis, près du Stade de France, dans le même département, « sur une trentaine de médecins, trois sont diplômés en France. Les autres sont ex-Padhuc ou Padhue », témoigne aussi le chef de service Matthias Wargon. « Si je n'ai pas les postes demandés, je fermerai, au moins la nuit. Les Jeux olympiques, ce sera sans moi », prévient-il, en référence aux JO de Paris, du 26 juillet au 11 août prochains.

Mardi, lors d'une conférence télévisée, le président français Emmanuel Macron a promis de « régulariser nombre de médecins étrangers », sans dire ni comment ni quand. Contacté, le ministère de la Santé n'a pas apporté de précisions.

Éducation

Uniforme à l'école : pull bleu et pantalon gris

La tenue clé en main proposée par le gouvernement aux collectivités participant à l'expérimentation a été dévoilée par *Le Figaro* vendredi.

Une panoplie classique et mixte. *Le Figaro* a dévoilé vendredi le type d'uniforme que porteront les élèves participant à l'expérimentation prévue dès le printemps prochain. Polo blanc ou gris, pull bleu marine et pantalon gris, telle est la garde-robe type proposée par le gouvernement. Quant aux élèves de maternelle, ils porteront une blouse. Un scratch devrait permettre aux collectivités d'y apposer leur logo.

Les collectivités locales qui le veulent pourront choisir un autre modèle d'uniforme, à condition de respecter un cahier des charges fixé par l'Éducation nationale. En décembre, Laurent Wauquiez, le président (LR) de la région Auvergne Rhône-Alpes, avait ainsi dévoilé son propre projet de tenue : un polo et un pull bleu marine, siglé d'un discret drapeau français et du logo de la région.

Une panoplie gratuite pour les familles

La « tenue unique » sera expérimentée dans une centaine d'établissements, en vue d'une éventuelle généralisation en 2026, a précisé mardi le président de la République, Emmanuel Macron. Les fa-

milles n'auront rien à débours, car les collectivités participantes et l'État se partageront le financement du trousseau. Le président a aussi dévoilé cette semaine la carte des communes qui se sont portées volontaires pour l'expérimentation dans certains de leurs établissements. Parmi elles, Florange, Metz et Bouzonville (Moselle), Strasbourg (Bas-Rhin), Belfort (Territoire de Belfort), Bar-le-Duc (Meuse), Autun (Saône-et-Loire), Pierre-Bénite (Rhône)...

Pour l'heure, 59 établissements seraient déjà sur la ligne de départ. Dans un guide à destination des collectivités, le ministère de l'Éducation nationale estime que « le port d'une tenue vestimentaire commune est susceptible de créer une atmosphère de travail et d'égalité au sein de l'établissement ». Sans pour autant réussir à convaincre la communauté éducative. « 59 écoles collèges et lycées » volontaires sur 60 000 : il n'y a pas de demande sociale pour l'uniforme scolaire », commente Alexis Torchet, secrétaire national du Sgen-CFDT sur X (ex-Twitter). La FCPE, première fédération de parents d'élèves, y voit quant à elle, la « volonté de maîtriser les corps par l'habit, et donc les esprits, pour mettre de l'ordre et de la discipline », a-t-elle indiqué sur X.

● **Delphine Bancaud**

C'est off

Les indiscretions politiques de la semaine

● Janvier ou février ?

L'angoisse monte chez les anciens ministres délégués ou anciens secrétaires d'État qui attendent de savoir s'ils vont de nouveau faire partie du gouvernement. Mignon hésite sur la date des prochaines nominations : avant ou après le discours de politique générale de Gabriel Attal prévu le 30 janvier ? Avant jurait-on en début de semaine ; après rectifiait-on en fin de semaine. Un supplice pour les concernés et leurs collaborateurs (pas payés).

● Back in London

Eric Zemmour peine à exister depuis la présidentielle. Pour rebondir, le chef de file de Reconquête ! se déplace à Londres du 26 au 28 janvier et la date n'a rien d'un hasard : c'est juste après la décision du Conseil constitutionnel sur la loi immigration et en plein débat britannique sur le même sujet. Il fera une déambulation dans le quartier de White-chapel qu'il considère comme un symbole de ce qu'il appelle le « grand remplacement » au Royaume-Uni.

● AOC : madame Plus

La ministre de l'Éducation nationale, des Sports et des JO, Amélie Oudéa-Castera a le droit à un cabinet plus important au ministère des Sports : huit collaborateurs de plus « à titre exceptionnel » jusqu'au 30 septembre pour faire face à la surcharge de travail, liée à l'organisation des Jeux olympiques et paralympiques sur le sol français. Les autres ministres en ont quinze, elle en aura donc 23.

● Glucks mania

La nomination au gouvernement de Rachida Dati fait réver une partie du PS, qui fait le calcul que cela fera revenir vers elle les électeurs du centre gauche déçus par le macronisme. Raphaël Glucksmann qui devrait mener la liste PS aux élections européennes dépasse les 10 % dans certains sondages et pourrait donc en profiter. Mais en coulisses, certains s'inquiètent : le total des voix de gauche, avec les insoumis, les communistes et les écologistes, n'augmente pas...

● **N.M.**

Élections européennes

François Hollande apporte son soutien à Raphaël Glucksmann



François Hollande, en 2021. Photo Sipa/Ugo Amez

Dans un entretien accordé à nos confrères du *Progrès* à paraître ce dimanche, François Hollande apporte son soutien à Raphaël Glucksmann, future tête de liste PS-Place publique aux élections européennes du 9 juin prochain. L'ancien chef de l'État « souhaite que la liste que conduit M. Glucksmann puisse faire un bon résultat ».

Et de se montrer prudent vis-à-vis des sondages qui promettent une victoire au

parti de Jordan Bardella. « Lors des dernières élections européennes (2014, 2019), le Rassemblement national a toujours été en haut des sondages en début de campagne. Cela ne veut pas dire qu'il sera à ce niveau-là dans quelques mois, parce que les électeurs comprendront qu'il y a un risque que l'Europe soit arrêtée. Le Parti socialiste, s'il sait s'ouvrir et se rassembler, peut faire un bien meilleur résultat que la dernière fois. »